

matin, ont dû se dire qu'il ne ferait pas bon d'attaquer impunément une nationalité qui a pu, avec tant de spontanéité, grouper sous son drapeau d'aussi gros bataillons.

Elle nous démontrera surtout l'importance de nous unir, l'importance de savoir oublier au besoin nos dissensions ordinaires, l'importance de nous rallier comme un seul homme sur les questions d'intérêt vital, à l'ombre du drapeau national, à l'ombre de la bannière de St. Jean-Baptiste. Car l'union ne nous fut jamais plus nécessaire qu'à cette époque. Nous ne sommes plus sans doute au temps où il nous fallait sceller de notre sang l'acte de nos libertés politiques, mais nous n'en avons pas moins des luttes importantes, des luttes difficiles à soutenir, luttes où nous combattons un contre trois, un contre quatre, à l'instar de nos pères sur les champs de bataille, mais dont nous finirons par sortir victorieux, si nous savons montrer toujours un invincible dévouement à la cause de la patrie.

Nous avons jusqu'à présent M. le Président, mérité l'admiration du monde entier par notre prodigieux développement, par notre attachement à la foi de nos pères, par la manière dont nous avons su conserver les plus beaux joyaux de notre couronne nationale. Eh! bien, ne laissons pas notre tâche à demi, redoublons d'efforts, redoublons d'énergie, afin d'asseoir l'édifice de la nationalité sur des bases telles qu'il ne pourra plus être ébranlé par les tourmentes, qui aujourd'hui balayent tant de sociétés. Continuons de rester fidèles à tout ce que nos pères ont su nous conserver, au prix de tant de sacrifices, et sachons de temps à autre attester notre union, notre force, notre importance, par d'imposantes démonstrations comme celles d'aujourd'hui, où nous viendrons raviver notre patriotisme.

Continuons de nous grouper sous la bannière de St. Jean-Baptiste et fondons, dans tous les centres canadiens, des sociétés nationales, qui nous tiendront forts et unis, et contribueront puissamment à la conservation de toutes ces belles et grandes choses qui, après avoir fait notre force par le passé, peuvent seules assurer notre grandeur future. Et en terminant, Messieurs, laissez-moi espérer que le jour n'est pas éloigné où nous verrons nos compatriotes des Etats-Unis se joindre encore à nous en nombre imposant pour chômer la célébration nationale, pour entonner ensemble une hymne de gloire en l'honneur de la nationalité, pour ratifier d'un commun accord—comme l'a dit en termes si émus M. l'abbé Primeau—le pacte de la Sainte Alliance que nous avons signé aujourd'hui et pour attester à la face de ce pays, à la face du monde que les Canadiens-Français, sous les couleurs étoilées comme sous celles d'Albion, reconnaissent avant tout pour drapeau celui-là seul, qui renferme dans ses plis la conservation de la race franco-canadienne en Amérique.

Le Président proposa alors la santé des "Sociétés Sœurs." M. McShane, de la Société Irlandaise, M. Mercer, de la Société Anglaise, M. David McKay, de la Société Ecossaise, et M. Bucher, de la Société Allemande, y répondirent.

—Vint ensuite le toast à la "Presse." M. Dansereau, de la *Minerve*, y répondit :

DISCOURS DE M. DANSEREAU

A cette heure avancée de la soirée, dit-il, je me garde bien de donner cours au flot de pensées qu'une telle santé fait naître dans la tête d'un journaliste. Et je vous avoue que je ne reviendrai pas de l'horreur qu'il y a de faire l'éloge de cette chose effrayable qui s'appelle la presse, si je ne m'en consolais par l'idée que la presse est aussi la plus digne, la plus noble et la plus glorieuse des branches de l'activité humaine. Le journalisme est la pire et la meilleure des carrières, parce qu'il peut être un fléau ou un bienfait. Et les journalistes en savent quelque chose, puisque tous les matins ils ont à choisir selon la classe de lecteurs qu'ils rencontrent, ou l'opinion des journaux qu'ils ouvrent, entre un brevet de sublimité ou de scélératesse. Ils connaissent bien le nombre de veilles qu'un écrit leur coûtera, mais ils ne savent jamais si les tresses qu'ils préparent leur serviront de couronnes ou de verges.

"C'est dans notre pays surtout que les membres de la presse ont le privilège insigne de passer tous les jours par le supplice. Mais quand on vient à considérer la somme de liberté dont jouit la presse en Canada, l'on finit encore par donner la préférence à cette guerre sauvage que la presse se fait à elle-même, si on la compare à la guerre que le pouvoir lui fait dans d'autres pays.

Un grand écrivain Anglais, May, fait remarquer que les seuls jours difficiles pour la presse furent ceux où elle eut à lutter contre la tyrannie des Stuarts, et que, du moment que ses rédacteurs ne furent plus exposés qu'aux coups de bâtons dus à l'esprit de parti, elle éprouva le plus grand soulagement.

Jamais institution n'a eu une enfance aussi orageuse que celle de la presse, de même que jamais classe n'a monté autant d'énergie et de force de résistance que les journalistes.

L'histoire de la presse est partout la même, et celle du Canada n'a pas échappé à cette persécution. Ce n'est pas sans émotion que ces souvenirs reviennent à ma pensée, car je n'oublie pas que si j'ai aujourd'hui l'honneur de parler pour la presse le jour de notre fête nationale, c'est parce que je représente l'œuvre d'un grand martyr de la presse, qui fut aussi le fondateur de la Société St. Jean-Baptiste.

Ce n'est point par égoïsme et par une arrière-pensée de réclamer la place que je cède à ce rapprochement. La sœur doit avoir le droit de saluer en passant sa sœur vénérée, et je ne pense pas que des hommes de cœur me permettraient d'ignorer, en ce jour, le nom de celui qui, tout entier à son pays, complétait sa noble idée, non seulement en trouvant une formule à ce patriotisme qui devait sauver la nationalité mais en lui donnant dans la presse d'alors un défenseur efficace et énergique.

M. Ludger Duvernay nous offre dans sa personne la preuve de la puissance de la presse. Homme du peuple, M. Duvernay s'est par la presse élevé en un jour à la hauteur des premiers hommes de son époque, et c'est de lui que disait un journal étranger le *Louisianais*, en date

du 4 Octobre, 1839: "On se rappellera que c'est au patriotisme dévouement de ces deux illustres proscrits, Papineau et Duvernay, que les Canadiens doivent les quelques réformes que le Parlement de la Grande Bretagne a décrétées de loin en loin en leur faveur."

Je fais abstraction du présent, auquel je n'ai pas le droit de faire allusion, pour contempler un instant cette belle figure qui n'appartient ni à un parti, ni à un journal, mais à la cause sacrée de la presse, dont il a réclamé les droits, au prix de la ruine, de l'exil et de la prison.

C'est Goldsmith qui disait qu'un homme en état de bien écrire a plus d'importance pour le gouvernement d'un pays que vingt fonctionnaires de la Chambre des Communes.

C'est un grand bonheur pour un pays de posséder une presse libre, parce que ce n'est pas tant un gouvernement irréprochable qu'il faut ambitionner, que les moyens de faire entendre les justes plaintes contre les actes d'un gouvernement.

La presse est devenue le grand auxiliaire de la pensée. Autrefois les idées faisaient lentement leur chemin. Il fallait l'éloquence de Démosthène, l'excentricité de Diogène, la sagesse et l'autorité de Socrate, ou plus tard, le courage héroïque des apôtres et des martyrs pour semer les idées nouvelles parmi une population.

Laissez tomber la moindre parcelle d'idée sur le bout des ailes de ce rapide oiseau, il ira en quelques jours la semer à l'autre bout du monde et porter à des régions inconnues une semence nouvelle et bienfaisante.

La pensée a fait une grande conquête en s'adjoignant la presse. D'impuissante qu'elle était, elle a pris des allures de flamme, et dans un siècle où l'on n'a pas le temps d'être patient, l'instrument moderne de la pensée est une prolongation de la vie. La presse a créé des jouissances et des facultés que la pensée ignorait. Elle a tellement modifié les formes de gouvernement qu'aujourd'hui l'absolutisme serait chose impossible. La presse est la nation qui pense tout haut, et l'on sait qu'elle ne se gêne pas de penser.

Autrefois, on était obligé d'instituer des censeurs, comme à Rome, pour corriger les abus que la loi ne pouvait atteindre. La presse se charge aujourd'hui de cette magistrature avec un zèle dont personne ne saurait douter.

Lorsque les citoyens romains voulaient discuter sur les affaires du pays ils se rendaient au Forum. La presse est maintenant le vrai forum où tout le pays peut en même temps entendre et discuter.

Les sages de l'antiquité n'avaient d'autres ressources que d'enseigner dans les rues. C'est la presse qui se charge aujourd'hui de ce rôle. Les malins même pourraient ajouter que si autrefois Démosthène aimait à se remplir la bouche de cailloux pour rendre son organe plus puissant devant les masses, aujourd'hui les Démosthènes de la publicité quotidienne se contentent de loger ces cailloux dans la bouche de leurs adversaires. Ils pourraient dire qu'au lieu de Diogène se promenant avec une lanterne, les Diogènes d'aujourd'hui donnent bien souvent des vessies pour des lanternes; et que si de son temps Socrate ne pouvait survivre à la ciguë, les Socrates de la plume ont appris à se jouer de tous les venins que peuvent inventer des adversaires.

Il suffisait autrefois d'être tribun pour jouer un rôle en politique; aujourd'hui il faut être homme d'Etat. L'homme politique qui a le monde entier pour auditoire ne manque pas de tomber s'il n'unit le fonds de la pensée à la forme du langage. Nous avons la preuve de cette vérité en Angleterre qui, selon l'expression de Milton, a été la première à apprendre la vie aux nations.

Là, grâce à la presse, le talent d'un seul a souvent triomphé contre toute une chambre. Shéridan, disait: "Donnez-moi seulement la liberté de la presse; de mon côté je concéderai au ministère une chambre des pairs nouvelle; je lui donnerai une chambre des Communes servile et corrompue; je lui donnerai la libre disposition des emplois; je lui donnerai tout le pouvoir de l'influence ministérielle; je lui donnerai tous les moyens dont peut disposer un homme en place pour acheter la soumission et intimider la résistance. Pour moi, armé de la liberté de la plume je m'avancerai sans crainte à sa rencontre; j'attaquerai le puissant édifice qu'il a élevé avec cet engin plus puissant encore; j'ébranlerai la corruption sur la hauteur qu'elle occupe; je l'en ferai tomber et je l'ensevelirai sous les ruines des abus qu'elle était destinée à abriter. Comme la goutte d'eau qui finit par creuser la pierre, la presse finit par miner les échafaudages qu'elle attaque. *Gutta cavat lapidem non vi sed sæ et ca tend.*"

Je ne voudrais pas être taxé d'exagération en ne voyant que les côtés favorables de la presse. La presse est bonne plutôt par le mal qu'elle empêche que par le bien qu'elle fait. C'est une puissance extraordinaire, si étrangement mêlée de biens et de maux, que, sans elle, la liberté ne saurait nuire et qu'avec elle l'ordre peut à peine se maintenir.

C'est ce qui faisait dire à un député anglais en plein parlement: "Nous voulons bien admettre que la voix du peuple soit la voix de Dieu; mais ce n'est pas tous les jours le bon Dieu qui converse avec nous par l'organe du *Times*. Messieurs, j'admets tout cela: la presse est sujette à l'erreur; mais nul ne niera l'immense influence qu'exerce sur les destinées du monde entier un journal comme le *Times* par exemple de qui le *Saturday Review* disait il n'y a pas très longtemps: "Le premier-ministre actuel, le futur premier et le *Times* qui les gouverne tous deux."

Le *Times* est devenu le génie familier du peuple anglais. En 1834, lors de la loi sur les pauvres, la question n'était pas de savoir si la loi devrait être adoptée; mais si le *Times* la supporterait. Le sort des générations futures était au bout de la plume d'un journaliste.

La licence est, sans doute, inséparable de la liberté de la presse, pour la même raison que le soleil qui nous éclaire peut aussi parfois nous brûler les yeux. De même qu'un gouvernement vicieux est impuissant à étouffer la presse; de même la presse vicieuse est impuissante à

attaquer un bon gouvernement. Il arrive que des individus sans mission, sans talent ou ne représentant rien se mettent à écrire dans un journal. Ils ne donnent aucune garantie comme guide de l'opinion. Ils sont faux, traîtres, hargneux et malfaisants. Ne nous en effrayons pas trop. La presse porte le remède en elle-même.

Plus il y aura d'éducation, plus la mauvaise presse deviendra impassible. Avec l'éducation l'on ne verra jamais un faux journaliste obtenir beaucoup de crédit. Le succès du scandale ne dure qu'un jour. Il ne laisse ni sillon, ni écho, ni souvenir.

Quoiqu'il en soit des mérites de la presse, je puis constater une chose, c'est lorsqu'il s'agit de patriotisme, toute la presse du pays est unanime. L'on n'entend de toutes parts qu'un cri d'enthousiasme et les journalistes de toutes les nuances s'entendent et s'unissent pour célébrer la patrie.

C'est un bon signe, messieurs; cela prouve que s'il y a une classe d'esprits convaincus, c'est celle des journalistes. Et dans ce beau jour consacré à la nationalité, dans cette véritable fête des journalistes, tous sont prêts à se donner la main afin que le spectacle d'aucun différend ou d'aucune aigreur n'afflige la patrie triomphale.

M. Beausoleil prit aussi la parole après M. Dansereau.

La santé des Dames fut ensuite proposée et M. L. O. Taillon y répondit par une heureuse improvisation, qui lui valut des applaudissements plusieurs fois répétés, et qui fut écoutée attentivement, malgré l'heure avancée.

Les convives se dispersèrent alors. Il était dix heures du matin.

LA CONVENTION

Séance de Jeudi

La Convention s'est assemblée jeudi matin, dans la salle des Jésuites. Il y avait un nombre considérable de délégués et de membres du clergé.

Le fauteuil fut pris par M. F. Houde, président, et M. F. Gagnon, secrétaire, donna lecture du procès-verbal de la dernière convention, qui fut adopté.

Ainsi que le montrent les minutes qui viennent d'être lues, dit M. Houde, cette convention devait avoir lieu ailleurs qu'ici, mais dans l'intérêt général des Canadiens, nous avons accepté l'invitation de la Société St. Jean-Baptiste de Montréal. Nous avons pensé de plus qu'on ne devait pas limiter la convention aux Etats-Unis et qu'il fallait nous aider des lumières et du patriotisme des compatriotes qui nous portent intérêt.

C'est la dixième convention des Canadiens des Etats-Unis; ces conventions ont fait du bien et elles en feront encore davantage avec la coopération de nos amis du Canada.

Avant ces conventions, les Canadiens des Etats Unis n'avaient ni journaux, ni sociétés, ni clergé français, mais de vrais patriotes ont pensé qu'il fallait chercher dans l'association une digue pour sauver notre nationalité de l'engloutissement. Ces conventions qui d'abord ne réunissaient que quelques personnes se sont étendues et, comme vous le voyez, ses rameaux sont arrivés jusqu'à Montréal. Dorénavant, on ne dira plus Convention des Canadiens, mais convention de tous les Canadiens de l'Amérique du Nord.

M. F. Gagnon propose que la convention des Etats-Unis s'unisse à celle du Canada, pour ne former qu'une seule convention nationale canadienne-française.

M. LeBeuf, de Cohoes, Mass., propose en amendement que cette convention soit appelée la première convention des Canadiens-Français du Canada et des Etats-Unis.

Après discussion il est décidé que la convention portera le nom de "première convention générale des Canadiens."

Un comité composé des MM. L. O. David, E. L. Lacroix, C. J. Coursol, Lapierre, et P. Moussette, fut chargé de vérifier les lettres de créance des délégués, et M. Coursol fut invité à occuper temporairement le fauteuil et à présider la séance pendant les discours qui allaient être prononcés.

L'hon. M. Chauveau, appelé à prendre la parole, le fit en ces termes :

Monsieur le Président et Messieurs,

En plaçant au nombre des sujets qui devaient être traités dans cette convention—celui de l'éducation du peuple, vous avez par là même proclamé toute l'importance que vous attachez à ses progrès, toute la prééminence que vous lui donnez dans votre pensée sur une foule d'autres matières, toute l'anxiété que vos cœurs éprouvent à l'égard de cette grande cause qui est à la fois celle de la religion, de la société, de la famille.

Le choix seul de ce sujet vaut à lui seul un discours; et cependant un tel discours pour être complet devrait être tout un traité. Vous avez montré en le plaçant, pour bien dire, au premier rang que vous savez apprécier, d'un côté tout ce que l'éducation a fait pour le Canada, de l'autre tout ce que le Canada a fait pour l'éducation; et quant à vous, Messieurs, qui de toutes les parties de l'Amérique vous êtes rendus à l'appel de la vieille patrie, vous nous avez déjà prouvé par des faits bien éloquentes que vous comprenez tout ce que l'éducation pourra faire pour vos jeunes et florissantes populations; et que par conséquent vous ne lui marchandez jamais ce que vous devez faire pour elle.

Ce que l'éducation a fait pour nous, Messieurs, notre histoire est là pour le dire. En très grand nombre, les premiers colons étaient instruits; nos vieux régimes en font preuve, le relevé qu'en ont fait M. Garneau, M. Ferland et l'abbé Tanguay constate qu'une très forte proportion d'entr'eux savaient écrire. Mais ils avaient mieux que cela, c'était une génération forte et formée aux traditions religieuses et sociales du pays à cette époque le plus civilisé et le plus éclairé de l'Europe. L'éducation domestique la première, la plus essentielle, celle à laquelle l'instruction n'importe à quel degré ne supplée que difficilement, ne supplée même aucunement si elle n'est appuyée sur l'idée religieuse, l'éducation domestique de ces pre-